

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mars 2002
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 66 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Conseil de sécurité
Cinquante-septième année

**Lettre datée du 21 mars 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur plusieurs incidents alarmants qui se sont produits récemment le long de la frontière nord d'Israël.

Il a été confirmé cette semaine que les terroristes qui s'étaient infiltrés depuis le territoire libanais sont les auteurs de l'attaque qui a entraîné la mort de six Israéliens près de la ville de Shlomi, dans le nord d'Israël, le 12 mars 2002. Les premiers indices ont été relevés quand les autorités israéliennes ont découvert une échelle pliante en forme d'arche, dissimulée dans une épaisse végétation non loin de la Ligne bleue. Un tel moyen aurait permis aux terroristes infiltrés de franchir la clôture de sécurité sans déclencher l'alarme. Plus tard, d'autres indices ont été relevés : des empreintes de pas conduisant de la Ligne bleue à l'endroit où l'attaque a eu lieu, à plusieurs kilomètres au sud, au coeur de la Galilée occidentale. Cet acte appelle une condamnation dans les termes les plus fermes car il s'agit d'un acte de terrorisme international visant directement des civils israéliens.

Cette découverte survient alors que se produit une escalade régulière des attaques terroristes à travers la frontière, qui atteste l'intention manifeste du Hezbollah d'intensifier son offensive et de provoquer un désordre et une tension toujours plus grands dans la région. Le 11 mars, le Hezbollah a exécuté deux attaques distinctes, non provoquées, contre Israël. Dans un premier incident, des coups de feu ont été tirés en direction d'un poste des Forces de défense israéliennes non loin du village de Ghajar. Les forces israéliennes ont riposté et un bref échange de coups de feu a suivi; au moins un terroriste aurait été touché, et il n'y a pas eu de victime du côté israélien. Plus tôt le même jour, le Hezbollah a tiré environ 30 obus antiaériens, en direction d'appareils volant dans l'espace aérien israélien. Ces obus sont tombés près de villages du nord d'Israël, propageant la terreur dans la population. Ces attaques suivent plusieurs autres attaques menées en janvier, que j'ai évoquées dans mes lettres datées du 24 janvier 2002 (A/56/793-S/2002/115) et du 17 janvier 2002 (A/56/778-S/2002/79), ainsi que toute une série d'autres attaques



évoquées en détail dans mes lettres datées du 24 octobre 2001 (A/56/507-S/2001/1012), du 5 octobre 2001 (A/56/443-S/2001/942), du 6 juillet 2001 (A/56/161-S/2001/673), du 16 avril 2001 (S/2001/367), du 16 février 2001 (A/55/792-S/2001/142), du 6 février 2001 (A/55/767-S/2001/111), du 26 novembre 2000 (S/2000/1121), du 23 octobre 2000 (S/2000/1011), du 19 octobre 2000 (S/2000/1002) et du 7 octobre 2000 (S/2000/969).

Les activités terroristes du Hezbollah, qui mettent en péril la paix et la sécurité internationales et qui visent directement les civils habitant la région, seraient déjà en soi profondément préoccupantes si on faisait abstraction du moment où elles sont menées, mais elles sont particulièrement inquiétantes actuellement, étant donné la tension grandissante dans la région qui fait suite à la campagne menée par le terrorisme palestinien contre Israël. Si les terroristes du Hezbollah et les terroristes palestiniens intensifient leurs opérations au même moment, ce n'est évidemment pas une coïncidence. Le Hezbollah s'emploie depuis longtemps à former et à soutenir les groupes terroristes palestiniens et les aide à faire parvenir des armes à ces groupes, ce qui accroît leur capacité d'action. Le Hezbollah est également une source d'inspiration idéologique pour tous ceux qui sont disposés à commettre des attaques suicide contre les Israéliens.

Le lien entre les opérations récentes du Hezbollah et la situation qui, plus généralement, règne dans la région a été soulignée dans plusieurs déclarations, préoccupantes, du dirigeant de cette organisation, le cheikh Hassan Nasrallah, qui a admis que le Hezbollah était impliqué dans une récente tentative avortée pour faire parvenir aux terroristes dans les territoires palestiniens des roquettes Katioucha, par le territoire du Royaume hachémite de Jordanie. « Le Hezbollah fait sans hésiter tout ce qu'il peut actuellement pour soutenir l'Intifada. Si je n'étais pas tenu à une certaine réserve, j'en aurais rendu compte intégralement aujourd'hui » a déclaré Nasrallah. Le 8 mars, le même Nasrallah a tenu les propos suivants à la télévision des Hezbollah : « Nous sommes tout disposés à fournir un appui financier et politique à l'Intifada. Faire parvenir des armes aux Palestiniens est l'un de nos devoirs les plus importants ». De telles déclarations, faites au moment même où avaient lieu les récentes attaques du Hezbollah et avec l'appui actif du terrorisme palestinien, montrent clairement que cette organisation fait tout pour accélérer encore l'escalade du conflit dans la région et pour torpiller toute tentative pour restaurer le calme et empêcher le retour à la table des négociations.

Malgré le respect intégral et confirmé de la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité par Israël, le Hezbollah a continué à lancer des attaques contre Israël au-delà de la Ligne bleue, depuis sa base située dans le sud du Liban. Ces attaques contreviennent gravement aux résolutions 425 (1978), 426 (1978), 1310 (2000), 1337 (2001), 1365 (2001) et 1391 (2002) du Conseil de sécurité, qui demandent le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales, le rétablissement de l'autorité effective et de la présence du Gouvernement libanais dans le sud, ainsi que le respect de la Ligne bleue. Malgré des exhortations répétées, le Gouvernement libanais s'est toujours refusé à prendre les mesures qui lui incombent pour assurer la paix et la sécurité dans la région.

Le Gouvernement libanais viole également la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité ainsi que les principes du droit international, qui font clairement obligation à tous les États de s'abstenir de fournir un appui quelconque, actif ou passif, à toutes personnes ou toutes entités impliquées dans des actes terroristes. Au

lieu de s'acquitter, sur son territoire, de ses obligations internationales dans la lutte contre le terrorisme, conformément à la volonté de la communauté internationale, le Gouvernement libanais a en fait renoncé à tout contrôle, dans le sud de son territoire, au profit du Hezbollah, permettant à cette organisation d'agir librement et de lancer des attaques à volonté contre Israël. Ce fait a encore été confirmé récemment par un fonctionnaire de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, qui a signalé que « la souveraineté le long des frontières était en fait entre les mains du Hezbollah », dans un entretien retransmis par Radio Al-Sharq.

Le Secrétaire général a fait une observation similaire dans son rapport récent sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, en date du 16 janvier 2002 (S/2002/55) : « Le Gouvernement libanais a continué de laisser le Hezbollah opérer à proximité de la Ligne bleue. Le Gouvernement devrait prendre de nouvelles mesures pour étendre son autorité à l'ensemble du sud du Liban, comme le Conseil le lui a tout dernièrement demandé dans sa résolution 1365 (2001) ». Le Secrétaire général a en outre souligné qu'il était indispensable de prévenir les attaques lancées par-delà la Ligne bleue et de s'abstenir de toute décision qui pourrait déstabiliser la situation. Ces déclarations, ainsi que les principes bien établis du droit international, réaffirmés récemment par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, font manifestement une obligation aux autorités libanaises de prendre des mesures concertées pour maîtriser le Hezbollah et pour réfuter toute suggestion donnant à penser que les attaques armées à travers la Ligne bleue puissent être légitimes.

Il y a lieu de souligner que la poursuite des opérations illégales du Hezbollah contre Israël est rendue possible non seulement par l'appui et la complicité du Liban, mais aussi par l'assistance politique et logistique offerte par les Gouvernements syrien et iranien, qui, on le sait, soutiennent activement les activités terroristes. La Syrie et l'Iran appuient de longue date le Hezbollah et continuent à lui offrir des terrains d'entraînement et un sanctuaire pour ses agents. Étant donné la poursuite des attaques en provenance du territoire libanais, Israël se réserve le droit de protéger sa frontière septentrionale et considère même que c'est son devoir en droit international.

Mais surtout, le moment choisi par le Hezbollah pour se livrer à pareille escalade est particulièrement inquiétant car les peuples et les dirigeants de la région tournent leur espoir vers les diplomates dont les récentes initiatives pourraient enfin aboutir au cessez-le-feu recherché depuis longtemps. Le Hezbollah a manifestement l'intention de faire capoter de tels efforts. Le long passé terroriste de cette organisation, l'escalade récente de son action le long de la Ligne bleue, sa participation accrue aux côtés des groupes terroristes palestiniens opérant contre Israël, son rejet du droit d'Israël à exister et son opposition déclarée à tout règlement pacifique du conflit dans la région doivent attirer l'attention de la communauté internationale et méritent une condamnation sans équivoque. La communauté internationale doit affirmer sans aucune ambiguïté que le Hezbollah ne sera pas autorisé à fouler aux pieds la volonté du Conseil de sécurité et les principes du droit international et à faire obstacle à un règlement global de paix qui profite aux millions d'habitants de la région. Il doit être bien clair en outre que les gouvernements qui soutiennent activement le Hezbollah portent également la même responsabilité, non seulement pour les violations nombreuses par le Hezbollah des normes légales et morales internationales mais aussi pour les atteintes que de pareilles violations portent à notre recherche commune de la paix.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Yehuda **Lancry**
